

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que la nouvelle saison de chasse commence le 1<sup>er</sup> juillet 1999 et que par conséquent une reconnaissance urgente de l'examen de chasse pratique wallon s'impose, de sorte que les personnes qui sont titulaires d'un certificat de l'examen de chasse wallon puissent obtenir un permis de chasse flamand;

Sur la proposition du Ministre flamand de l'Environnement et de l'Emploi;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 4, 2°, de l'arrêté royal du 28 février 1977 relatif à la délivrance de permis de chasse et de licences de chasse, modifié par l'arrêté royal du 18 avril 1980 et par les arrêtés du Gouvernement flamand des 5 mars 1985, 29 mai 1991, 7 janvier 1992 et 18 janvier 1995, sont apportées les modifications suivantes :

1° le premier alinéa est remplacé par ce qui suit :

« d'un certificat régulier délivré en Région flamande attestant que le demandeur a subi avec fruit la partie théorique et pratique de l'examen de chasse. »;

2° dans le deuxième alinéa, les mots «ou l'examen de chasse A et B» sont supprimés;

3° le sixième alinéa est remplacé par ce qui suit :

« Le certificat de l'examen de chasse, délivré en Région wallonne à partir de 1998 est assimilé au certificat précité. Le certificat de l'examen de chasse, délivré en Région wallonne en 1995, 1996 et 1997, est assimilé au certificat de la partie théorique de l'examen de chasse, délivré en Région flamande. »

**Art. 2.** Dans l'article 14, § 2, du même arrêté, a) et b) sont remplacés par ce qui suit :

« a) celui qui a obtenu un certificat valable de l'examen de chasse A et B en Région flamande, en Région wallonne ou en Région de Bruxelles-Capitale;

b) celui qui a obtenu en 1993 ou 1994 un certificat valable de l'examen de chasse en Région flamande;

c) celui qui a obtenu pendant la période 1990 jusqu'à 1994 un certificat valable de l'examen de chasse en Région wallonne;

d) celui qui a obtenu en 1991, 1992 ou 1993 un certificat valable de l'examen de chasse en Région de Bruxelles-Capitale. »

**Art. 3.** Le Ministre flamand ayant la conservation de la nature dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 29 juin 1999

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de l'Environnement et de l'Emploi,

Th. KELCHTERMANS

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 99 — 2990

[99/29491]

#### 5 MAI 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les échelles des fonctions des membres du personnel enseignant des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement libre subventionné;

Vu le décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française;

Vu le décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignant des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique;

Vu l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs des religions catholique, protestante et israélite des établissements d'enseignement primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat;

Vu l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1<sup>er</sup> avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignements de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement par correspondance et de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat;

Vu le protocole du 22 avril 1999 du Comité de secteur IX et du Comité des Services publics provinciaux et locaux, 2<sup>e</sup> section;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 15 mars 1999;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 26 mars 1999;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente, chargée de l'Education et du Ministre de l'Enseignement supérieur;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 5 mai 1999,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Les échelles de fonction des membres du personnel enseignant des hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française sont fixées comme suit :

#### PROFESSEUR DE RELIGION

a) porteur d'un des titres requis visés à l'annexe de l'arrêté du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite et orthodoxe des établissements de la Communauté française.....	415
b) porteur d'un diplôme du niveau supérieur du 3e degré, non visé sous a).....	411
c) porteur d'un diplôme du niveau supérieur du 2e degré, non visé sous a).....	348
d) porteur d'un diplôme du niveau supérieur du 1er degré, non visé sous a).....	241

#### FONCTIONS DE RANG 1

##### 1 - Maître de formation pratique

a) porteur d'un des titres requis visés à l'article 8 et à l'annexe 1 du décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignant des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française.....	245
b) porteur d'autres titres.....	216

##### 2 - Maître assistant

a) porteur d'un des titres requis visés à l'annexe 2 du décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignant des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, avec comme diplôme de base un diplôme de niveau supérieur du 3e degré.....	415
b) porteur d'un des titres requis visés à l'annexe 2 du décret du 8 février 1999 précité, avec comme diplôme de base un diplôme de niveau supérieur du 2e degré.....	340
c) porteur d'un des titres requis visés à l'annexe 2 du décret du 8 février 1999 précité, avec comme diplôme de base un diplôme du niveau supérieur du 1er degré.....	245
d) porteur d'un diplôme du niveau supérieur du 3e degré, non visé sous a).....	411
e) porteur d'un diplôme du niveau supérieur du 2e degré, non visé sous b).....	348
f) porteur d'un diplôme du niveau supérieur du 1er degré, non visé sous c).....	241

##### 3 - Chargé de cours

a) porteur d'un des titres de capacité visés à l'article 4, § 1er, alinéa 1er, du décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignant des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française.....	436
b) porteur d'un des titres de capacité visés à l'article 4, § 1er, alinéa 2, du décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignant des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française.....	415

#### FONCTION DE RANG 2

1 - Maître principal de formation pratique.....	231
---	-----

##### 2. Chef de travaux

porteur d'un des titres de capacité visés à l'article 4, § 1er, alinéa 2, du décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignant des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française.....	436
---	-----

##### 3. Professeur

porteur d'un des titres de capacité visés à l'article 4, § 1er, alinéa 1er, du décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignant des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française.....	445
---	-----

##### 4 - Chef de bureau d'études

porteur d'un des titres de capacité visés à l'article 4, § 1er, 1er alinéa du décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignant des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française.....	445
--	-----

**Art. 2.** Le chapitre F' de l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1er avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement par correspondance et de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat est abrogé sauf pour l'application de l'article 3 du présent arrêté.

**Art. 3.** Par dérogation à l'article 2, les membres du personnel entrés en fonction avant l'entrée en vigueur du présent arrêté continuent à bénéficier, pour la fonction qu'ils exerçaient, l'échelle barémique fixée au chapitre F' de l'arrêté du 27 juin 1974 précité, pour autant que les dispositions de l'article 1er ne leur soient pas plus favorables.

**Art. 4.** La Ministre-Présidente ayant le statut des membres du personnel de l'enseignement dans ses attributions et le Ministre ayant l'Enseignement supérieur dans ses attributions sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

**Art. 5.** Le présent arrêté entre en vigueur à la date de la rentrée de l'année académique 1999-2000.

Bruxelles, le 5 mai 1999.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente  
chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,  
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,  
W. ANCIEN

Annexe à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 mai 1999  
fixant les échelles des fonctions des membres du personnel enseignant des Hautes Ecoles  
organisées ou subventionnées par la Communauté française

Echelles de la classe « 22 ans »

216	231	241
653.060 — 1.155.888	802.180 — 1.307.068	734.714 — 1.239.602
$3^1 \times 21.827$	$1^1 \times 22.260$	$3^1 \times 22.260$
$1^2 \times 35.800$	$12^2 \times 36.509$	$12^2 \times 36.509$
$1^2 \times 36.467$		
$10^2 \times 36.508$		
245		
771.223 — 1.276.111		
$3^1 \times 22.260$		
$12^2 \times 36.509$		

Echelles de la classe « 23 ans »

340	348
771.223 — 1.357.715	727.295 — 1.313.787
$4^1 \times 25.821$	$4^1 \times 25.821$
$11^2 \times 43.928$	$11^2 \times 43.928$

Echelle de la classe « 24 ans »

411	415	434
771.223 — 1.422.141	822.870 — 1.473.788	1.028.860 — 1.679.778
$3^1 \times 27.604$	$3^1 \times 27.604$	$3^1 \times 27.604$
$11^2 \times 51.646$	$11^2 \times 51.646$	$11^2 \times 51.646$
435	436	437
1.214.963 — 1.679.777	1.095.347 — 1.746.265	1.281.452 — 1.746.266
$1^1 \times 51.646$	$3^1 \times 27.604$	$1^1 \times 51.646$
$8^2 \times 51.646$	$11^2 \times 51.646$	$8^2 \times 51.646$
445	446	
1.372.277 — 2.023.195	1.558.379 — 2.023.193	
$3^1 \times 27.604$	$1^1 \times 51.646$	
$11^2 \times 51.646$	$8^2 \times 51.646$	

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 mai 1999 fixant les échelles des fonctions des membres du personnel enseignant des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française.

Bruxelles, le 5 mai 1999.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente  
chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,  
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport des Relations internationales,  
W. ANCIEN

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 99 — 2990

[99/29491]

**5 MEI 1999. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de schalen voor de ambten van de leden van het onderwijzend personeel van de Hogescholen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut der personeelsleden van het Rijksonderwijs;

Gelet op het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs;

Gelet op het decreet van 25 juli 1996 betreffende de opdrachten en betrekkingen in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen;

Gelet op het decreet van 8 februari 1999 betreffende de ambten en de bekwaamheidsbewijzen van de leden van het onderwijzend personeel in de Hogescholen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse en israëlitische godsdienst der inrichtingen voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgesteld de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst, belast met het toezicht op deze inrichtingen en aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het schriftelijk onderwijs en van het gesubsidieerd lager onderwijs, en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat;

Gelet op het protocol van 22 april 1999 van het Comité van Sector IX en van het Comité van de Provinciale en Lokale Overheidsdiensten, afdeling 2;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 15 maart 1999;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 26 maart 1999;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, belast met het Onderwijs en van de Minister van Hoger Onderwijs;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 mei 1999,

Besluit :

**Artikel 1.** De ambtsschalen van de leden van het onderwijzend personeel van de Hogescholen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap worden als volgt vastgesteld :

## LERAAR GODSDIENST

a) houder zijn van een van de vereiste bekwaamheidsbewijzen bedoeld in de bijlage bij het besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, israëlitische en orthodoxe godsdiensten van de inrichtingen van de Franse Gemeenschap.....	415
b) houder zijn van het diploma van het hoger niveau van graad 3, niet bedoeld onder a).....	411
c) houder zijn van het diploma van het hoger niveau van graad 2, niet bedoeld onder a).....	348
d) houder zijn van het diploma van het hoger niveau van graad 1, niet bedoeld onder a).....	241

## AMBTEN VAN RANG 1

## 1 - Leermeester praktische vorming

a) houder zijn van een van de vereiste bekwaamheidsbewijzen bedoeld bij artikel 8 en in bijlage 1 van het decreet van 8 februari 1999 betreffende de ambten en de bekwaamheidsbewijzen van de leden van het onderwijzend personeel in de Hogescholen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.....	245
b) houder zijn van andere bekwaamheidsbewijzen .....	216

## 2 - Leermeester- assistent

a) houder zijn van een van de vereiste bekwaamheidsbewijzen bedoeld in bijlage 2 van het decreet van 8 februari 1999 betreffende de ambten en de bekwaamheidsbewijzen van de leden van het onderwijzend personeel in de Hogescholen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, met als basisdiploma een diploma van hoger niveau van graad 3.....	415
b) houder zijn van een van de vereiste bekwaamheidsbewijzen bedoeld in bijlage 2 van voormeld decreet van 8 februari 1999, met als basisdiploma een diploma van hoger niveau van graad 2.....	340
c) houder zijn van een van de vereiste bekwaamheidsbewijzen bedoeld in bijlage 2 van voormeld decreet van 8 februari 1999, met als basisdiploma een diploma van hoger niveau van graad 1.....	245
d) houder zijn van het diploma van het hoger niveau van graad 3, niet bedoeld onder a).....	411
e) houder zijn van het diploma van het hoger niveau van graad 2, niet bedoeld onder b).....	348
f) houder zijn van het diploma van het hoger niveau van graad 1, niet bedoeld onder c).....	241

## 3 - Docent

a) houder zijn van een van de bekwaamheidsbewijzen bedoeld bij artikel 4, § 1, lid 1, van het decreet van 8 februari 1999 betreffende de ambten en de bekwaamheidsbewijzen van de leden van het onderwijzend personeel in de Hogescholen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap..... 436

b) houder zijn van een van de bekwaamheidsbewijzen bedoeld bij artikel 4, § 1, lid 2, van het decreet van 8 februari 1999 betreffende de ambten en de bekwaamheidsbewijzen van de leden van het onderwijzend personeel in de Hogescholen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap..... 415

## AMBTEN VAN RANG 2

1 - Eerstaanwendend leermeester praktische vorming..... 231

## 2 - Werkleider

houder zijn van een van de bekwaamheidsbewijzen bedoeld bij artikel 4, § 1, lid 2, van het decreet van 8 februari 1999 betreffende de ambten en de bekwaamheidsbewijzen van de leden van het onderwijzend personeel in de Hogescholen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap..... 436

## 3 - Hoogleraar

houder zijn van een van de bekwaamheidsbewijzen bedoeld bij artikel 4, § 1, lid 1, van het decreet van 8 februari 1999 betreffende de ambten en de bekwaamheidsbewijzen van de leden van het onderwijzend personeel in de Hogescholen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap..... 445

## 4 - Hoofd van een studie bureau

houder zijn van een van de bekwaamheidsbewijzen bedoeld bij artikel 4, § 1, lid 1, van het decreet van 8 februari 1999 betreffende de ambten en de bekwaamheidsbewijzen van de leden van het onderwijzend personeel in de Hogescholen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap..... 445

**Art. 2.** Hoofdstuk F van het koninklijk besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgesteld de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst, belast met het toezicht op deze inrichtingen en aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het schriftelijk onderwijs en van het gesubsidieerd lager onderwijs, en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat wordt opgeheven behoudens wat de toepassing betreft van artikel 3 van dit besluit.

**Art. 3.** In afwijking van artikel 2 blijven de personeelsleden die reeds in dienst waren vóór de inwerkingtreding van dit besluit de weddeschaal genieten die in hoofdstuk F van voormeld besluit van 27 juni 1974 is vastgesteld voor het ambt dat zij uitoefenden, voor zover de bepalingen van artikel 1 voor hen niet gunstiger uitvallen.

**Art. 4.** De Minister-Voorzitter, tot wier bevoegdheid het statuut van de personeelsleden van het onderwijs behoort en de Minister tot wiens bevoegdheid het Hoger Onderwijs behoort, zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

**Art. 5.** Dit besluit treedt in werking op de datum van het begin van het academiejaar 1999-2000.

Brussel, 5 mei 1999.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter,  
belast met het Onderwijs, de Audiovisuele Sector, de Hulpverlening aan de Jeugd,  
het Kinderwelzijn en de Gezondheids promotie,

Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,

W. ANCIÓN

Bijlage bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 mei 1999 tot vaststelling van de schalen voor de ambten van de leden van het onderwijzend personeel van de Hogescholen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap

Schalen van klasse « 22 jaar »

216	231	241
653.060 — 1.155.888	802.180 — 1.307.068	734.714 — 1.239.602
$3^1 \times 21.827$	$1^1 \times 22.260$	$3^1 \times 22.260$
$1^2 \times 35.800$	$12^2 \times 36.509$	$12^2 \times 36.509$
$1^2 \times 36.467$		
$10^2 \times 36.508$		
245		
771.223 — 1.276.111		
$3^1 \times 22.260$		
$12^2 \times 36.509$		

Schalen van klasse « 23 jaar »

340	348
771.223 — 1.357.715	727.295 — 1.313.787
$4^1 \times 25.821$	$4^1 \times 25.821$
$11^2 \times 43.928$	$11^2 \times 43.928$

Schalen van klasse « 24 jaar »

411	415	434
771.223 — 1.422.141	822.870 — 1.473.788	1.028.860 — 1.679.778
$3^1 \times 27.604$	$3^1 \times 27.604$	$3^1 \times 27.604$
$11^2 \times 51.646$	$11^2 \times 51.646$	$11^2 \times 51.646$
435	436	437
1.214.963 — 1.679.777	1.095.347 — 1.746.265	1.281.452 — 1.746.266
$1^1 \times 51.646$	$3^1 \times 27.604$	$1^1 \times 51.646$
$8^2 \times 51.646$	$11^2 \times 51.646$	$8^2 \times 51.646$
445	446	
1.372.277 — 2.023.195	1.558.379 — 2.023.193	
$3^1 \times 27.604$	$1^1 \times 51.646$	
$11^2 \times 51.646$	$8^2 \times 51.646$	

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 mei 1999 tot vaststelling van de schalen voor de ambten van de leden van het onderwijzend personeel van de Hogescholen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Brussel, 5 mei 1999.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter,  
belast met het Onderwijs, de Audiovisuele Sector, de Hulpverlening aan de Jeugd,  
het Kinderwelzijn en de Gezondheids promotie,  
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,  
W. ANCIEN



F. 99 — 2991

[99/29488]

**2 JUNI 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant pour l'année scolaire 1999-2000 les dotations de périodes de cours et les coefficients d'ajustement des dotations de périodes de cours dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française, notamment les articles 29 à 33;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 1999 portant délégation de compétences en matière d'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 18 mai 1999;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 mai 1999,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'année scolaire 1999-2000, le nombre total des dotations de périodes de cours visées à l'article 29 du décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française est fixé à 1 441 940 périodes.